

Union Régionale des Professionnels de Santé des Chirurgiens-Dentistes D'île de FRANCE

Sommaire

Bilan ANC2022-06	1
ACTIF	1
ACTIF IMMOBILISÉ	1
Immobilisations incorporelles	1
Immobilisations corporelles	1
Immobilisations financières	1
ACTIF CIRCULANT	1
PASSIF	2
FONDS PROPRES	2
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	2
PROVISIONS	2
DETTES	2
ENGAGEMENTS REÇUS	2
ENGAGEMENTS DONNÉS	3
Compte de résultat ANC2022-06	4
PRODUITS D'EXPLOITATION	4
CHARGES D'EXPLOITATION	4
PRODUITS FINANCIERS	4
CHARGES FINANCIÈRES	4
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	5
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	5
Annexes 2025 ANC2022 06	6
PREAMBULE	6
EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	6
PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	6
METHODE GENERALE	6
PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION	7
CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION	8
NOTES SUR LE BILAN ACTIF	9
NOTES SUR LE BILAN PASSIF	10
AUTRES INFORMATIONS	13

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Frais d'établissement					
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles					
Frais de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques droits similaires	45 115	14 626	30 489	23 919	6 570
Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	330 000		330 000	330 000	
Constructions	5 542 768	1 652 263	3 890 505	4 107 755	- 217 250
Installations techniques, matériel et outillage industriels	453 956	202 392	251 563	285 489	- 33 926
Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (II)	6 371 839	1 869 281	4 502 558	4 747 164	- 244 606
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés					
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres créances	354		354		354
Charges constatées d'avance	20 127		20 127		20 127
Valeurs mobilières de placement					
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités	3 647 505		3 647 505	3 069 336	578 169
TOTAL (III)	3 667 986		3 667 986	3 069 336	598 650
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Ecart de conversion et diff. d'évaluation Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	10 039 825	1 869 281	8 170 544	7 816 500	354 044

Bilan

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	7 558 450	7 369 541	188 909
Excédent ou déficit de l'exercice	419 834	188 909	230 925
Situation nette (sous total)	7 978 283	7 558 450	419 833
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	7 978 283	7 558 450	419 833
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
PROVISIONS			
Provisions pour risques	135 000	200 000	- 65 000
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	135 000	200 000	- 65 000
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 859	32 925	- 9 066
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	13 401	5 126	8 275
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	20 000	20 000	
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	57 260	58 051	- 791
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	8 170 544	7 816 500	354 044
ENGAGEMENTS REÇUS			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dons en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
ENGAGEMENTS DONNÉS			

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	43 225	43 582	- 357	-0,82
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 177 268	1 140 487	36 781	3,23
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur amortiss., dépréciat. et provisions	65 000	831	64 169	N/S
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	362		362	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	1 285 856	1 184 900	100 956	8,52
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	319 138	314 207	4 931	1,57
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	21 841	19 512	2 329	11,94
Salaires et traitements	206 611	154 714	51 897	33,54
Cotisations sociales	37 702	34 960	2 742	7,84
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	282 051	273 585	8 466	3,09
Dotations aux provisions		200 000	- 200 000	-100
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corporel. cédées				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	624	607	17	2,80
Total des charges d'exploitation (II)	867 967	997 585	- 129 618	-12,99
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	417 889	187 315	230 574	123,09
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 955	2 639	- 684	-25,92
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
et d'instruments de trésorerie				
Total des produits financiers (III)	1 955	2 639	- 684	-25,92
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change	10		10	N/S
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des charges financières (IV)	10		10	N/S
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	1 945	2 639	- 694	-26,30
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	419 834	189 955	229 879	121,02
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Total des produits exceptionnels (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 046	- 1 046	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)		1 046	- 1 046	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-1 046	1 046	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	1 287 811	1 187 540	100 271	8,44
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	867 977	998 631	- 130 654	-13,08
EXCEDENT OU DEFICIT	419 834	188 909	230 925	122,24
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolats				
Total				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
Total				

Annexes 2025

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 8 170 543,86 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 419 833,56 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 02/06/2026 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Règlement ANC 2022-06 :

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022.

- Monsieur Jérôme RAGENARD a été engagé en date du 2 mai 2023 en qualité de Directeur Général de l'URPS. Il a été licencié en date du 21 Juillet 2023 pour faute grave. Monsieur RAGENARD a saisi le conseil des Prud'hommes en date du 02/08/2023. Le Conseil des Prud'hommes a délivré en date du 9 novembre 2023 une ordonnance de référé qui a débouté Monsieur RAGENARD de l'intégralité de ses demandes. Monsieur RAGENARD a fait appel de la décision.

En outre, un protocole transactionnel a été signé mettant fin à la procédure. Une reprise de la provision initialement constatée a été reprise sur l'exercice.

- Monsieur Kevin COSTELCADE a été engagé en date du 09/05/2016 en qualité de Délégué général. Il a été licencié en date du 15/05/2024 pour faute grave. Monsieur COSTECALDE a saisi le conseil des Prud'hommes et une procédure est en cours. Une provision a été constatée dans les comptes.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les charges sont comptabilisées conformément au Plan Comptable Général, à savoir sur la base d'une comptabilité d'engagement.

En revanche, le fait générateur de la comptabilisation des versements de l'ACOSS est l'encaissement effectif des sommes.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels:

- immobilisations décomposables: l'entreprise a été en mesure de définir les immobilisations décomposables et notamment concernant l'acquisition d'un local situé au 4, rue Traktir 75116 PARIS en date du 24 juin 2014.

- immobilisations non décomposables: bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les présents comptes ont été établis conformément au décret 2010-585 du 2 juin 2010 relatif aux Unions Régionales de Professionnels de Santé.

La première application du règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan Comptable Général.

Les modalités de mise en Œuvre de ce règlement, y compris les dispositions spécifiques à la première application, sont définies à l'article 27 dudit règlement.

En particulier, les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Annexes 2025 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	28 482	16 633		45 115
Immobilisations corporelles	6 305 912	20 811		6 326 723
Immobilisations financières				
TOTAL	6 334 394	37 445		6 371 839

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 562	10 064		14 626
TOTAL I	4 562	10 064		14 626
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	770 820	73 295		844 115
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	664 192	143 955		808 147
Installations techniques, matériel, outillages industriels	74 848	36 462		111 310
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	42 140	13 013		55 153
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	30 667	5 263		35 929
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	1 582 667	271 988		1 854 655
TOTAL GENERAL (I+II)	1 587 230	282 051		1 869 281

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances			
Charges constatées d'avance	20 127	20 127	
TOTAL	20 127	20 127	

Annexes 2025 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	7 369 541		188 909		7 558 450
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	188 909	-188 909	419 834		419 834
Dont générosité du public					
Situation nette	7 558 450	-188 909	608 742		7 978 283
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	7 558 450	-188 909	608 742		7 978 283
TOTAL dont générosité du public					

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	200 000		65 000	135 000
TOTAL (II)	200 000		65 000	135 000
TOTAL GENERAL (I+II)	200 000		65 000	135 000
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation			65 000	
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	23 859	23 859		
Dettes fiscales et sociales	13 401	13 401		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	20 000	20 000		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	57 260	57 260		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	4 650
Dettes fiscales et sociales	2 740
Autres dettes	20 000
TOTAL	27 390

Annexes 2025 (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non cadres	1	
TOTAL	2	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3420 euros.

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrit à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

URPS

Siège social : 4, Rue de Traktir

75016 Paris

RAPPORT COMMISSAIRE AUX COMPTES

Siege social : 14 Rue Delesseux 75019 Paris

Siret 51905327600027 APE 620Z

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrit à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2025

Madame Pereira

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vous-même, nous avons effectué l'audit des comptes annuels **de URPS** relatifs à l'exercice clos le *31/12/2025*, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de **URPS** à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Siege social : 14 Rue Delesseux 75019 Paris

Siret 51905327600027 APE 620Z

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrit à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié de principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les disponibilités et les comptes liés aux participations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêté dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Siege social : 14 Rue Delesseux 75019 Paris

Siret 51905327600027 APE 620Z

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrit à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la **URPS** à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

Comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrit à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

Toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut

Raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

JOSEPH COHEN

Commissaires Aux Comptes



JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrit à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

JOSEPH COHEN

Commissaire aux Comptes

Inscrit à la compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.